

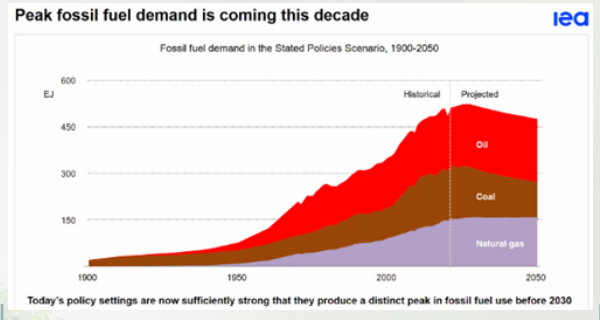


ENVIRONNEMENT

La crise énergétique accélère la transition durable

En plein regain d'intérêt pour le charbon et le GNL et alors que l'inquiétude gagne du terrain quant aux capacités des Etats et des entreprises à tenir les engagements nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique, le rapport annuel de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), présenté fin octobre, apporte des nouvelles plutôt **encourageantes**. En effet, selon ses estimations, les investissements dans les énergies propres devraient atteindre 2.000 milliards de dollars par an dans le monde à l'horizon 2030, soit **50 % de plus** qu'aujourd'hui. Autre point positif, sur les 8 % d'augmentation des investissements mondiaux dans l'énergie attendus en 2022, les trois quarts (1 400Md\$) iraient aux énergies "propres": renouvelables, bas-carbones, technologies faibles émissions, réseaux, stockage, gestion de déchets, efficacité énergétique... Et si 2022 voit un rebond de l'utilisation du charbon pour la production d'électricité, l'augmentation de la production de **solaire et d'éolien** est non seulement plus importante mais la dynamique attendue d'ici 2030 devrait permettre de reprendre une **meilleure trajectoire**. Sur quoi repose ces bonnes prévisions ? Sur les **politiques ambitieuses** de plusieurs grandes régions du monde : l'Inflation Reduction Act aux **US** avec près de 400Md\$ d'investissement dans les technologies bas-carbones - le plan RePowerEU en **Europe** qui renforce le Fit for 55 - le programme Green Transformation (GX) au **Japon** qui prévoit notamment d'émettre 148 Md€ de "Economic Transition Bonds" pour promouvoir les investissements dans les technologies de décarbonation en parallèle de sa relance du nucléaire - sans oublier la **Corée**, la **Chine** et l'**Inde** qui ont augmenté leurs **ambitions de décarbonation** de leur mix énergétique.

DEMANDE D'ÉNERGIES FOSSILES : UN PIC EN VUE



La **vigilance reste cependant de mise**, car cette tendance aboutirait à une hausse moyenne des températures de **2,5 degrés** Celsius d'ici à 2100 ; c'est certes plus satisfaisant que les estimations précédentes mais encore loin de l'objectif **1,5 degré**. A quelques jours de la prochaine conférence sur le climat (**COP27**) le secrétaire général des Nations Unies a rappelé à l'ordre les Etats dont les ambitions ne sont pas à la hauteur des besoins. Autre avertissement de l'AIE : faire un **effort international majeur** pour limiter la **fracture** entre pays riches et pays pauvres, en soutenant massivement les investissements dans la transition énergétique des **pays en développement**, surtout en Afrique.

Sources : Les Echos - RSE DATANEWS



RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

Economie circulaire : Renault et Stellantis accélèrent

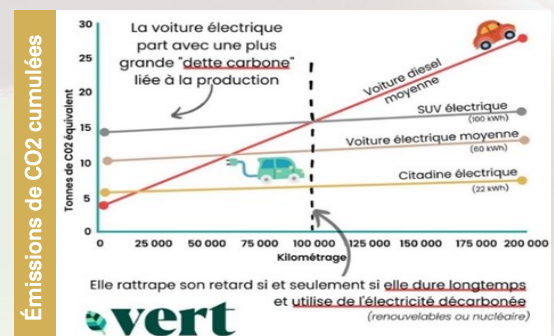
Outre la concurrence affichée des constructeurs concernant les nouvelles gammes de véhicules électriques, le salon de l'automobile de Paris a donné l'occasion à deux poids lourds du secteur d'annoncer leurs ambitions en terme d'économie circulaire. Quand on sait que les 11 millions de voitures qui arrivent en fin de vie chaque année en Europe sont composées à 85% de matières recyclables (récupérés par d'autres secteurs tels la métallurgie et le BTP), et que les véhicules neufs n'affichent que 20 à 30% de matières recyclées, il y a effectivement un créneau, potentiellement très lucratif, à ne pas rater. Ainsi **Renault** se donne pour objectif, via la création de l'entité « **The future is neutral** », d'atteindre la neutralité en ressources. Pour ce faire, le directeur général du groupe entend développer des solutions de recyclage en boucle fermée. The future is neutral s'appuiera sur plusieurs de ses filiales : Gaïa, qui collecte des pièces détachées pour les réutiliser ou récupérer la matière première ; Indra, un réseau de démantèlement des voitures en fin de vie et Boone Comenor, spécialisé dans le recyclage des chutes de métaux dans l'industrie. Outre l'approche vertueuse du développement d'une économie circulaire, celle-ci devrait se montrer tout à fait rentable : cette activité devrait apporter un chiffre d'affaires d'au moins 2,3 milliards d'euros en 2030 (contre 750 millions l'an

dernier) et une marge opérationnelle supérieure à 10 %. L'arrivée de nouvelles technologies, en particulier sur la vitesse de démontage des véhicules devrait accroître la rentabilité. Mais avant d'engranger des bénéfices, il faut investir : pour obtenir les 500 millions d'euros estimés, Renault va donc ouvrir une minorité du capital de The future is neutral à des investisseurs extérieurs. De son côté **Stellantis** cherche à atteindre 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires dans l'économie circulaire en 2030, soit une multiplication par quatre par rapport à 2021. Il s'agit, là aussi, d'accroître le **recyclage des déchets** de production ou des matières premières provenant des voitures hors d'usage. L'accent sera également porté sur l'**allongement de la durée** de vie des pièces détachées, en augmentant la possibilité de **réparation** ou encore la réutilisation de pièces en bon état. Selon le PDG, environ 4,5 millions de pièces multimarques récupérées sur des véhicules en fin de vie sont disponibles sur une plateforme d'e-commerce, à un prix de 15 à 30 % moins cher que le neuf. Le constructeur veut également développer le **reconditionnement de véhicules d'occasion**, déjà la grande spécialité de sa filiale Aramis Auto. Une partie des surfaces de Mirafiori, la forteresse industrielle de Fiat à Turin, sera affectée à cette activité.

Source : Les Echos

Véhicule électrique : le « oui mais » de l'ADEME

En amont du salon de l'automobile, l'agence de la transition écologique a présenté quelques préconisations sur le déploiement du véhicule électrique (VE), car si l'électrification du parc automobile est un levier incontournable, elle n'est cependant pas suffisante pour que la transition soit pleinement efficace sur les plans environnementaux, sociaux et économiques. Parmi les recommandations annoncées par l'agence : privilégier les **petites** voitures **légères** - fabriquer des batteries de **capacité raisonnable** (<60kWh) - sécuriser le **recyclage** des batteries en Europe - sécuriser les **approvisionnements** en métaux (lithium - cobalt - nickel - graphite) - développer le marché de l'**occasion** - renforcer le développement des infrastructures.



Source : Ademe



GOVERNANCE

De plus en plus de comités RSE au sein du SBF120

Aujourd'hui **72%** des conseils d'administration des 120 Sociétés des Bourses Françaises ont mis en place un **comité en charge de la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE)** ; ils n'étaient que 47% en 2019. Air Liquide, BNP Paribas, Engie, ou encore Legrand ont franchi le pas, alors que ni la loi ni le code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef ne les y contraignent, ni même ne les y incitent. Et la **France** arrive largement en **tête** par rapport à ses voisins, devançant de 23 points les sociétés de l'indice britannique FTSE 100, de 26 points celles de l'indice américain S & P 100 et de 57 points celles du HDAX allemand. Parmi les autres évolutions positives : plus d'un tiers des

entreprises de l'indice français se distinguent pour avoir pris des **engagements** concrets en matière de **transition énergétique** et 45 entreprises figurent dans la liste A du CDP, qui met en avant les sociétés les plus transparentes en matière de reporting environnemental (climat – eau – forêt). Elles ne sont que 30 dans le S&P et 36 dans le FTSE 100. Autre sujet pris en compte dans les conseils d'administration des sociétés du SBF120 : la **part des critères ESG** dans la **rémunération variable** annuelle. Elle est passée de 15 % à 20 % en 2021, et de 9 % à 14,1 % pour la partie long terme sous forme d'actions ou d'options de performance.

Sources : Les Echos – baromètre IFA



INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Marché européen des fonds d'investissement SFDR 9

Les résultats du Market Data de Novethic, montrent que, au 1^{er} semestre 2022, **877 fonds** d'investissements - pesant **361 milliards d'euros** - déclarent poursuivre un objectif d'investissement durable **SFDR 9**. Si les **politiques ambitieuses** d'exclusions des secteurs les plus controversés sont bien identifiées, les reporting ne sont apparemment pas au niveau des attentes de la réglementation européenne. Pour le média spécialiste de la finance durable, les **objectifs** d'investissement durable et la manière de les atteindre **manquent** encore de **clarté** et seuls 43 % des fonds du périmètre étudié communiquent des **indicateurs**

d'impact, caractéristique pourtant fondamentale des fonds SFDR 9. Autre constat, plus de la moitié des fonds se contentent d'une approche Best-in-Class, Best-in-Universe et Best-Effort, mais l'approche **thématique** qui suit de près, gagne du terrain : sur les 443 thématiques recensés, 15% sont qualifiés de fonds sociaux – 31% multithématiques et 54% environnementaux ; pour ces derniers, les secteurs de l'énergie, de la consommation durable et de l'eau sont prédominants, certainement en raison de la réglementation et du déploiement de la Taxonomie verte.

Source : Novethic



EN BREF

- ◆ **Imerys** : le groupe de minéraux industriels a annoncé souhaiter produire d'ici 2028, 34.000 tonnes d'hydroxyde de lithium par an à partir d'une mine souterraine dans l'Allier près de Vichy. Un projet à un milliard d'euros. Le plus grand d'Europe.
- ◆ **Hy24** : la coentreprise entre le fonds Ardian et Five Hydrogène, plateforme d'investissement dans l'hydrogène décarboné, a dépassé son objectif de financement en atteignant 2 milliards d'euros. Ils lui serviront à financer 15 à 30 projets.
- ◆ **CBI** : la Climate Bonds Initiative a mis en consultation publique une nouvelle version de son standard de certification pour les émissions de financements obligataires verts, qu'elle espère lancer d'ici la fin de l'année 2022 avec des critères resserrés pour des entreprises émettrices.
- ◆ **RWE** : l'énergéticien allemand a annoncé vouloir fermer ses centrales à charbon d'ici 2030 dans le bassin minier rhénan, avançant ainsi de huit ans ses plans initiaux.
- ◆ **Munich Re** leader mondial de la réassurance et membre fondateur de la Net Zero Insurance Alliance (NZIA), a annoncé l'arrêt de ses couvertures aux nouveaux projets de production pétrolière et gazière, dans le cadre de sa nouvelle politique sectorielle. Les deux autres plus gros réassureurs, Swiss Re et Hannover Re, avaient pris des engagements similaires en mars.
- ◆ **Paradis fiscaux** : les États membres ont mis à jour la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales : Anguilla, Les Bahamas et les Îles Turks-et-Caïcos ont été ajoutés le 4 octobre à la liste de l'Union européenne des pays et territoires non-coopératifs à des fins fiscales.
- ◆ **COP 27** : la prochaine conférence des Nations Unis sur le climat se déroulera à Charm el-Cheikh en Égypte, du 6 au 18 novembre.



VOTRE CONTACT



Murielle HERMELIN

Responsable ISR
Gérante de portefeuilles

✉ Murielle.hermellin@bred.fr



www.promepar.fr



www.linkedin.com/company/25263774

PROMEPAR AM est signataire de

